

Fiche 1

Travail et pauvreté du milieu du XIX^e siècle à 1914

1. Industrialisation et question sociale sous la Deuxième République et le Second Empire
2. La Troisième République face à la question ouvrière

Situation dans le programme de première et principaux enjeux à exploiter :

PREMIÈRE GÉNÉRALE	● Thème 2 :	La France dans l'Europe des nationalités : politique et société (1848-1871)
	● Chapitre 2 :	L'industrialisation et l'accélération des transformations économiques en France
	● Thème 3 :	La Troisième République avant 1914 : un régime politique, un empire colonial
	● Chapitre 2 :	Permanences et mutations de la société française jusqu'en 1914
PREMIÈRE TECHNOLOGIQUE	● Thème 2 :	Les transformations politiques et sociales de la France de 1848 à 1870
	● Question obligatoire	Politique et société en France sous la Deuxième République et le Second Empire
	● Sujet d'étude	Les établissements Schneider au Creusot sous la Deuxième République et le Second Empire
PREMIÈRE PROFESSIONNELLE ¹	● Thème 1 :	Hommes et femmes au travail en métropole et dans les colonies françaises (XIX ^e siècle – 1 ^{ère} moitié du XX ^e siècle)

¹ Pour les premières professionnelles, voir également la fiche 2.

Fiche 1

Travail et pauvreté du milieu du XIX^e siècle à 1914

Les principaux enjeux à exploiter :

Le corpus documentaire proposé autour de la thématique « Travail et pauvreté du milieu du XIX^e siècle à 1914 » reprend des points des programmes d'histoire de première générale, de première technologique et de première professionnelle croisés avec la problématique de l'exposition.

L'exposition

Vivre ou survivre :

Travail et pauvreté en France aux XIX^e et XX^e siècles

Le développement d'une pauvreté de masse à l'époque industrielle

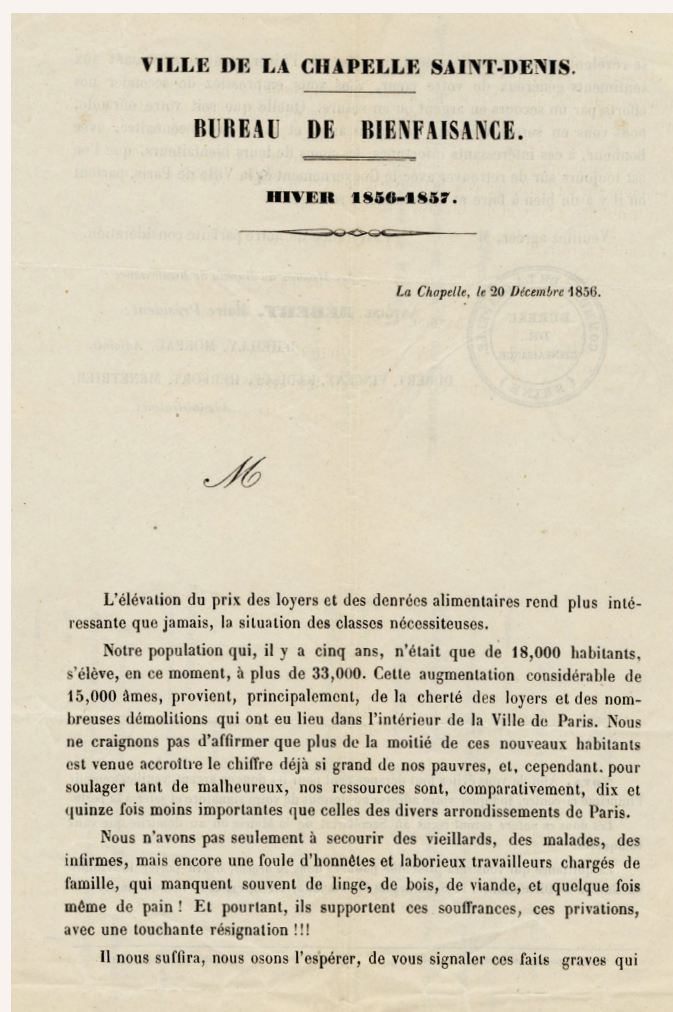
Les réponses apportées à ce problème

Les programmes

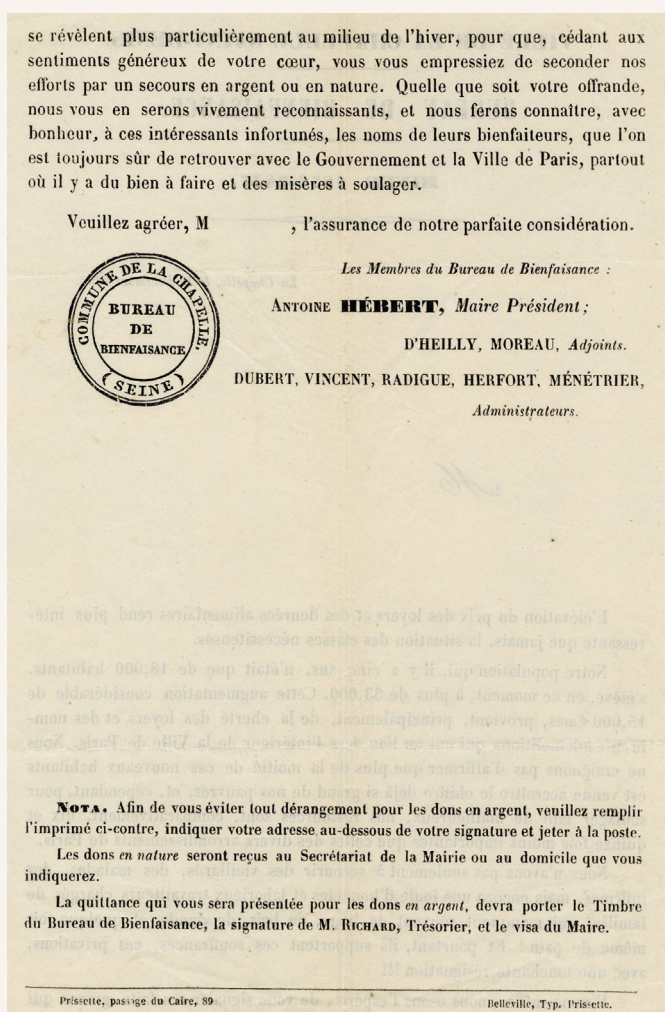
- **Première générale**
L'industrialisation et l'accélération des transformations économiques en France (1848-1871)
Permanence et mutations de la société française (1871-1914)
- **Première technologique**
Les transformations politiques et sociales de la France de 1848 à 1870
- **Première professionnelle**
Hommes et femmes au travail en métropole et dans les colonies françaises (XIX^e siècle - 1^{ère} moitié du XX^e siècle)

1. Industrialisation et question sociale sous la Deuxième République et le Second Empire

Document 1 : Lettre-circulaire du bureau de bienfaisance de La Chapelle-Saint-Denis sollicitant la générosité de bienfaiteurs, reçue par le baron de Rothschild, hiver 1856-1857.

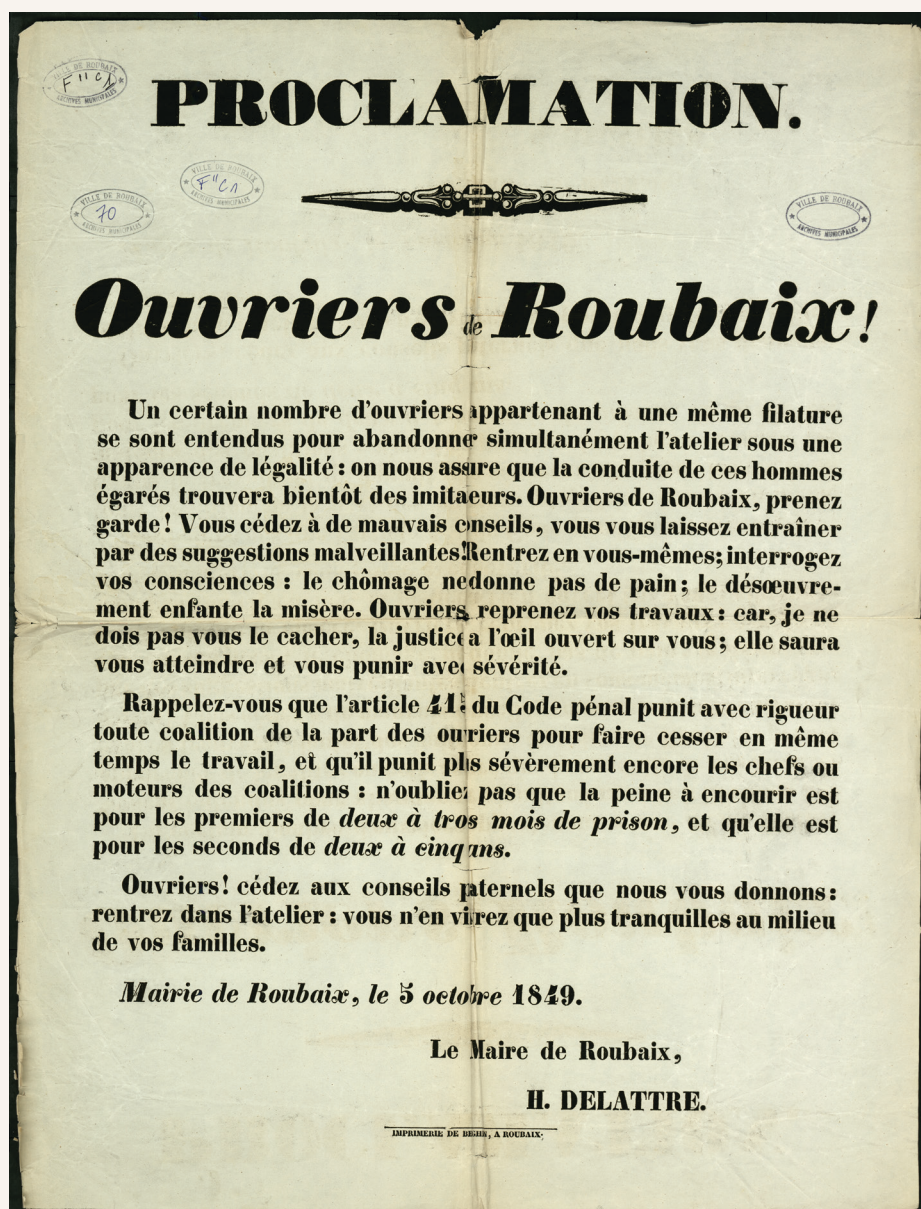


(ANMT, 132 AQ 7780, Rothschild Frères).



Document 2 : La situation des ouvriers de Roubaix.

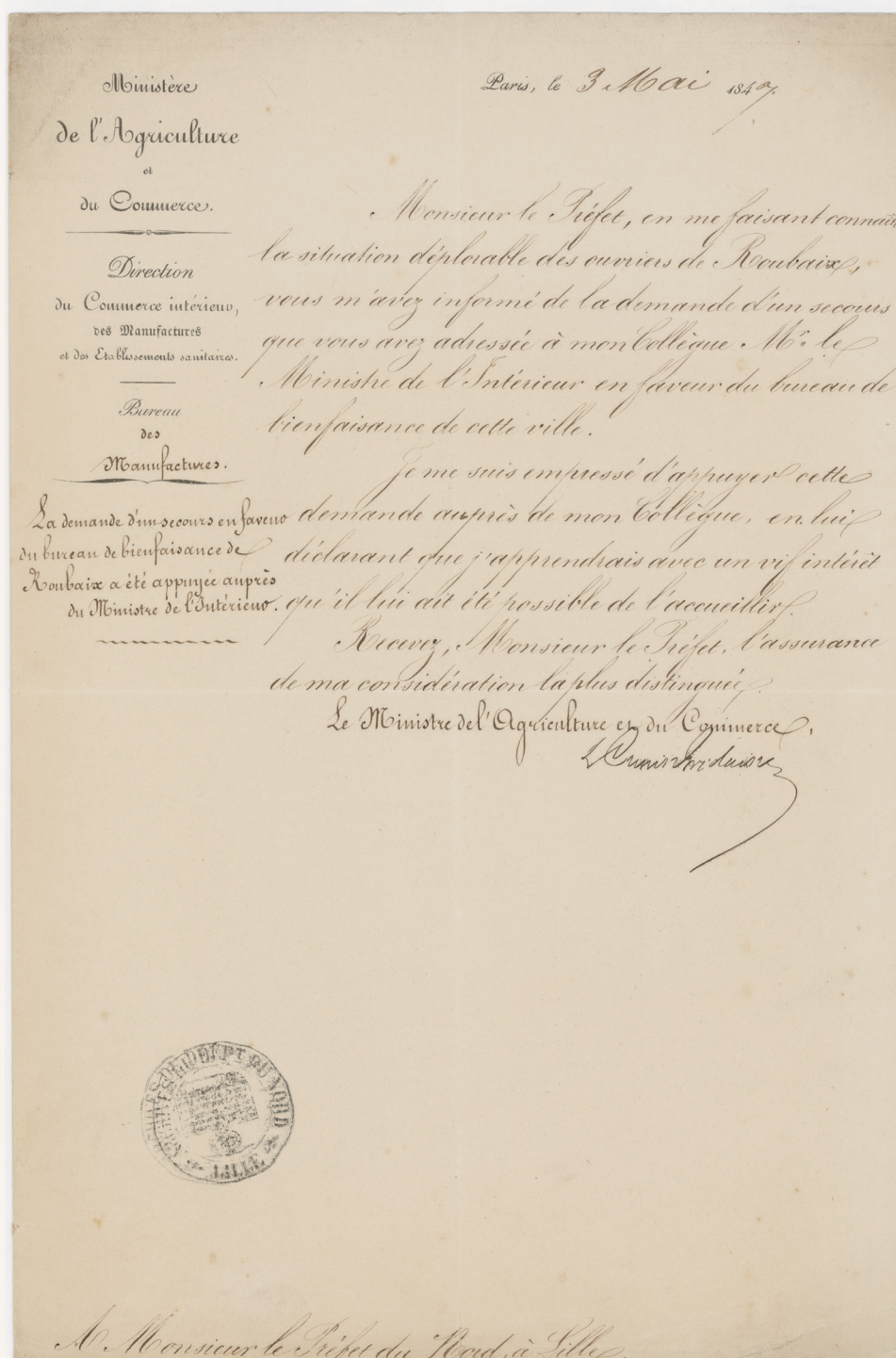
a- Proclamation du Maire de Roubaix (Nord), 5 octobre 1849.



(Archives municipales de Roubaix, 2 F cl-70, Industrie, commerce et travail).

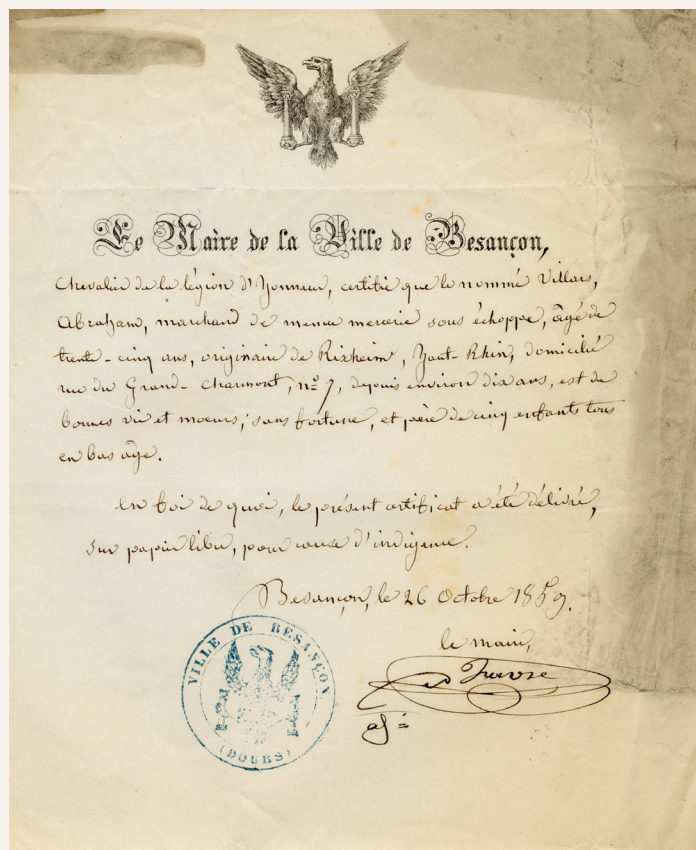
Filature : usine où est fabriqué le fil.

b- Lettre du ministre de l'Agriculture et du Commerce au préfet du Nord appuyant la demande de secours pour le bureau de bienfaisance de Roubaix en raison de la « situation déplorable » des ouvriers, 3 mai 1849.



Document 3 : Certificats d'indigence.

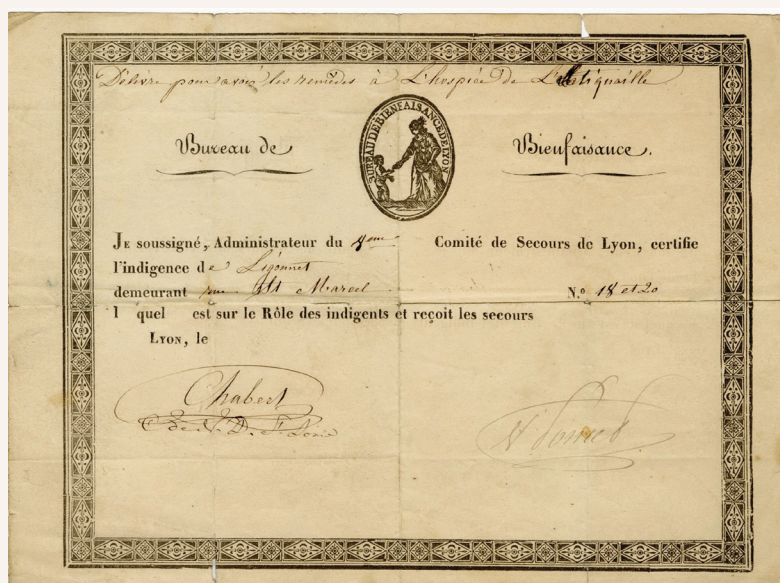
a- À Besançon (Doubs), 1859.



(ANMT, 132 AQ 7785, Rothschild Frères)

Menue mercerie : commerce de petites marchandises servant aux travaux de couture (fil, boutons, rubans, dentelles, etc.).

b- À Lyon (Rhône), [milieu XIXe siècle].



(ANMT, 132 AQ 7785, Rothschild Frères)

Propositions d'exploitation pédagogique des documents

« Broyant également dans ses rouages les hommes comme la matière, [l'industrie] dépeuple les campagnes, agglomère la population dans des espaces sans air, affaiblit l'esprit comme le corps et jette ensuite sur le pavé quand elle n'en sait plus que faire, les hommes qui ont sacrifié pour l'enrichir leur force, leur jeunesse, leur existence. »

L'industrialisation s'accompagne en France (et en Europe) de l'apparition d'une pauvreté de masse évoquée dès 1844 par le futur président de la Deuxième République puis empereur, Louis Napoléon Bonaparte, dans son ouvrage *L'Extinction du paupérisme*. Les documents ci-dessus permettent d'en observer les manifestations mais aussi de constater que des réponses sont apportées à ce phénomène nouveau. Plusieurs thèmes peuvent notamment se dégager :

- Les documents nous renseignent tout d'abord sur la **diversité des profils des personnes et des difficultés auxquelles elles font face**. Le relevé et l'analyse des expressions utilisées pour les désigner rend compte de la **pluralité des situations** (populations chassées de Paris dans le cadre des grands travaux menés par le baron Haussmann, ouvriers roubaisiens que l'on devine exposés à de dures conditions de vie et de travail, « indigents »). Certains sont pauvres alors qu'ils travaillent, d'autres n'ont pas la possibilité d'exercer un métier.
- Le vocabulaire témoigne du **caractère massif d'un phénomène qui touche l'ensemble des régions industrialisées de France**, du Nord (document 2) à l'Est (document 3) en passant par la Capitale (document 1).
- Les documents sont révélateurs du **regard porté sur les personnes en situation de pauvreté**. Les attitudes des auteurs varient entre un **paternalisme condescendant** (« nos pauvres », « ils supportent ces souffrances [...] avec une touchante résignation », document 1) et **l'hostilité** (« hommes égarés », document 2).
- Face à cette pauvreté de masse, **plusieurs réponses sont apportées par des acteurs divers**. Les « pauvres » eux-mêmes tentent de s'organiser (document 2), mais leur action est entravée par l'interdiction de faire grève (jusqu'en 1864) et de former des organisations professionnelles (jusqu'à ce que les syndicats soient autorisés en 1884). Les **moyens des pouvoirs publics sont limités**. On les voit réprimer le mouvement ouvrier roubaisien (document 2), mais aussi tenter d'améliorer les conditions de vie des plus défavorisés (documents 1 et 3). Dans ce dernier cas, ils dépendent largement de la bonne volonté des acteurs privés auxquels ils font appel (document 1).

2. La Troisième République face à la question ouvrière.

Document 4 : Le logement ouvrier au tournant du XX^e siècle.

a- La description d'un quartier populaire. Extrait du rapport réalisé par la Commission d'enquête parlementaire sur l'industrie textile, présidée par Gustave Dron, député-maire de Tourcoing, 1903.

Pour le troisième secteur la situation n'est guère mieux principalement la place du Pont-Point où toutes les maisons (Impraterie Saint-Nicolas - Sainte Catherine, St-Roch-Rue des Augustins etc.) sont à vrai dire des maisons malsaines, malpropres, et mal conditionnées, tant au point de vue des matières employées que de la disposition, n'ayant pour la plus grande partie qu'une seule pièce dans le Rez-de-chaussée et une dans le haut, construites en coron^{Rues}, pavées et non pavées, trop étroites et où l'écoulement des eaux se fait très difficilement. La construction est ~~est~~ vieille et faite de mauvaises matières.

La population de ce quartier du Pont-Point est composée de gens peu recommandables, exerçant pour la plupart des professions libres. (marchands de chiffons, rempailleurs, rempailleurs de chariots, marchands de petit bois, de paille coupée, fraudeurs, voleurs, et autres métiers de même arabe). La rue d'Ypres comprise dans ce secteur est un peu mieux conditionnée, mais on y retrouve aussi

(ANMT, 1994 7 52, Syndicat patronal textile d'Armentières)

b- Coron Ferron (Féron) à Isbergues (Pas-de-Calais), vers 1900.



(ANMT, 2005 54 56, Pièces isolées iconographiques)

Le terme « coron » désigne les habitations construites pour les mineurs du nord de la France par les entreprises qui les employaient.

c- Cité de la Villedieu, dite Cité des mineurs, construite en 1865, rue Solférino, Le Creusot (Saône-et-Loire), vers 1900.



(2387-5, Ecomusée du Creusot / reproduction D. Bussueil)

Document 5 : Affiche du bureau municipal de placement gratuit du 18^e arrondissement de Paris présentant des offres d'emploi, [début du XX^e siècle].

BUREAU MUNICIPAL DE PLACEMENT GRATUIT
DU XVIII^e ARRONDISSEMENT
Ouvert tous les Jours de 10 h. à midi et de 6 h. à 10 h. du soir
Mairie de Montmartre, place Jules Joffrin

ON DEMANDE

Bonnes de 18 à 30 ans, pour maisons bourgeoises, de commerce et marchands de vins, restaurant.

Jeunes filles de 14 à 15 ans, pour écritures, commerce, courses et **bonnes d'enfants**.

Ouvrières, petites-mains et apprenties, couturières, lingères, confectonneuses, plumassières, fleuristes, modistes, giletières, corsetières, passementières, brodeuses, etc.

Cuisinières pour marchands de vins-restaurant.

Jeunes gens de 14 à 15 ans, pour écritures, grooms, commerce et courses.

Apprentis (de 13 à 14 ans) bouchers, menuisiers, ébénistes, mécaniciens, serruriers, électriciens, peintres, imprimeurs, etc.

NOTA — Les personnes désirant se faire inscrire sont priées de se munir d'un papier constatant l'identité, d'une quittance de loyer ou d'un certificat de domicile et de certificats de patrons.

Imp. Alb. RANGIN, 102, rue Ordener — Paris

(ANMT, 6 AS 85, Max Lazard)

Document 6 : Tract revendicatif pour la journée de 8 heures reproduit dans le journal, *Coopération et syndicalisme* [1906].

Nous voulons la journée de 8 heures sans diminution de salaires

TRAVAILLEURS !

Si vous désirez profiter des joies de la famille et de la vie ;
Si vous voulez un peu plus de bien-être et de liberté ;
Si, les des longues journées de travail, vous voulez voir diminuer votre joug afin de vous instruire et de vous éduquer ;
Si, enfin, vous êtes d'avis de diminuer le chômage meurtrier auquel vous êtes tous contraints ;

Préparez-vous à mettre en application la journée de 8 heures pour le 1^{er} mai 1906.

Souvenez-vous que l'on n'obtient que ce que l'on impose.

**8 heures de travail
heures de loisirs
heures de repos**

Le patron et son Ouvrier non syndiqué

L'Ouvrier syndiqué et son patron

Editions à Bon Marché du "PROGRÈS" — Paris-Havre

(ANMT, 1994 25 4, François Burette).

Propositions d'exploitation pédagogique des documents

Dans le contexte d'**accélération de l'industrialisation** qui caractérise le dernier tiers du XIX^e siècle et les premières années du siècle suivant, la question des conditions de vie de la population ouvrière devient un enjeu à la fois social et politique majeur. À l'aide de l'ensemble documentaire ci-dessus, on peut notamment mettre en avant les éléments suivants :

- On constate tout d'abord la **permanence d'une pauvreté massive** qui touche aussi bien les chômeurs (évoqués dans les documents 5 et 6) que certaines personnes qui ont un emploi. La dégradation du contexte économique liée à la **crise des années 1873-1896** accentue encore un peu plus ce phénomène. Les personnes en situation de pauvreté connaissent des difficultés matérielles, en particulier en ce qui concerne leurs conditions de logement, certaines n'ayant pas d'autre choix que de trouver refuge dans des **taudis** (document 1a).
- Face à ces problèmes, les populations ouvrières s'organisent (voir en particulier le document 6 à ce sujet). Bénéficiant depuis 1864 du **droit de grève** et depuis 1884 de la liberté de former et rejoindre des **organisations syndicales** (comme la CGT apparue en 1895), elles disposent ainsi de nouveaux leviers d'action auxquels s'en ajoutent d'autres (manifestations, tracts, publications). Les objectifs de cette mobilisation sont divers (augmentation des salaires, diminution du temps de travail, amélioration des conditions de travail), mais se rejoignent autour d'une revendication : la **journée de huit heures** (à laquelle sont consacrées les manifestations organisées en France chaque **1er mai** à partir de 1889).
- Des actions sont également menées par des **chefs d'entreprise philanthropes**. Soucieux d'assurer la bonne marche de leurs affaires, ils financent la construction de quartiers ouvriers situés à proximité immédiate du lieu de travail (voir les documents 4b et 4c). C'est par exemple le cas des corons du nord de la France, créés par les compagnies houillères, de la cité du Creusot, en Saône-et-Loire, à l'initiative de la famille d'industriels Schneider ou encore du familistère de Guise, en Picardie. Bénéficiant de conditions de vie plus salubres, les familles ainsi logées sont également soumises à la surveillance de leur patron, c'est pourquoi on parle de paternalisme.
- Les documents mettent enfin en évidence les tentatives menées par les pouvoirs publics pour résorber le chômage. Les municipalités créent par exemple des **bureaux de placement** (document 5) ayant pour mission d'aider gratuitement les personnes sans emploi à trouver du travail. L'État joue aussi un rôle social, notamment par l'adoption de lois (autorisations de la grève et de la création des syndicats précédemment évoquées, gratuité des bureaux de placement en 1904, etc.).